

L'ALGÉRIE SERA PRÉSENTE À LA RÉUNION DES PAYS MEMBRES ET NON-MEMBRES DE L'OPEP

Que doit-on attendre de la réunion de Doha ?

L'annonce de la tenue d'une réunion des pays producteurs de pétrole prévue le 17 avril à Doha (Qatar) a permis de stabiliser les prix autour de 40 dollars le baril, ce qui, d'une certaine manière, conforte l'Algérie qui a été parmi les premiers pays ayant insisté sur l'urgence de stabiliser le marché.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - L'Algérie plaide depuis plusieurs mois en faveur d'une réelle réduction de la production OPEP et d'un accord avec des pays non-OPEP et elle s'est mobilisée en ce sens en tentant de rapprocher les points de vue au sein de l'OPEP et entre pays OPEP et non-OPEP.

Ainsi, le point de vue d'Alger voudrait qu'un accord sur le gel de la production est insuffisant mais constitue néanmoins un pas en avant par rapport à la situation actuelle, comme l'a relevé récemment le ministre de l'Energie, Salah Khebbi.

Selon les experts, un processus de rééquilibrage du marché pétrolier est en cours avec l'augmentation de la demande mondiale et la baisse attendue de la production non-OPEP. Selon ces experts, la production non-OPEP, notamment

aux États-Unis, devrait baisser en 2016 et, ce, pour la première fois depuis 2008, conséquence directe de la chute des prix. Parallèlement, les prix bas et le ralentissement des investissements dans l'amont hors OPEP permettent de prévoir des parts plus grandes des pays OPEP dans l'offre mondiale, avait souligné dernièrement l'ancien ministre algérien de l'Energie Sadek Boussena qui a occupé le poste de 1988 à 1991, dans une analyse parue dans la revue *Pétrostratégies*.

Selon M. Boussena, la mise en œuvre d'une stratégie d'incertitude des prix par les Saoudiens signifierait la fin du «grand Pacte pétrolier» établi d'une manière informelle depuis 1973 par les grands pays occidentaux et l'OPEP. En effet, à partir de 1973, un pacte informel gagnant-gagnant «non négocié» ni assumé par les parties concernées

permet à l'OPEP d'être «tolérée» par les institutions internationales comme régulateur de l'offre mondiale et d'obtenir des prix élevés, en échange de son abstention d'étendre massivement sa production, laissant volontairement où non le développement substantiel de pétroles plus chers dans d'autres régions, pour permettre aux pays de l'OCDE de diversifier et sécuriser leurs sources d'approvisionnement.

Avec 32 millions de barils/jour (Mb/j) en 2015, l'OPEP produit très «légèrement» plus qu'à la fin des années 1970, mais sa part de marché a chuté, passant de 60% à 35%. Depuis 1973, note Boussena, l'amont pétrolier international ne fonctionne plus selon la logique d'un marché traditionnel, où l'offre progresse d'abord dans les zones où elle est la moins coûteuse.

Pour la conjoncture actuelle, il est utile de rappeler que les cours du baril de Light Sweet Crude (WTI) pour livraison en mai a perdu 33 cents à 39,46 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), à la fin de la semaine dernière. Le baril de Brent de la mer du Nord



Photo : DR

La part de marché de l'OPEP est de 32 millions barils/jour.

pour livraison en mai valait lui 40,10 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 37 cents par rapport à la clôture de mercredi.

«Le marché essaie de se reprendre mais il va rester lesté par le haut niveau des stocks, en l'absence de mesure concrète pris par les producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et hors OPEP» pour faire baisser la production, a ajouté M. Lipow. Pour ce qui est d'un gel de

production, dont l'évocation depuis février a permis aux cours de bondir de quelque 50%, il semble encore incertain en dépit des préparatifs d'une réunion entre producteurs de l'OPEP et hors OPEP prévue le 17 avril à Doha. Cette possibilité d'une limitation de l'offre «a été intégrée dans les prix du marché mais il semble qu'on soit encore loin d'une réduction (de la production)», commentait Jasper Lawler, chez CMC Markets.

Y. D.

ILS SONT PARTIS HIER DE BÉJAÏA

La longue marche de 1 000 enseignants vers Alger

Les enseignants vacataires ne semblent pas près de baisser les bras pour se faire entendre par le département de Benghebrît.

Exacerbés par «la sourde oreille» de la ministre de l'Education quant à satisfaire ce qu'ils qualifient de «légitime revendication», maintes fois réitérée, à savoir l'intégration dans le secteur de l'éducation «sans concours et sans conditions», les enseignants vacataires sont revenus à la charge, hier, à travers une marche de la dignité entamée à partir de Béjaïa sur Alger sous le même mot d'ordre. Ils étaient près de mille enseignants contractuels venus des 48 wilayas du pays à se donner rendez-vous dans la matinée d'hier à Béjaïa à l'appel du Comité national des enseignants contractuels et vacataires pour une très longue marche sur la capitale avec l'espoir de voir enfin aboutir leur revendication.

C'est vers 11h que la procession prend le départ en direction d'Alger à partir du siège de la Direction de l'Éducation de Béjaïa sous les youyous et des cris exigeant «l'intégration», repris à gorges déployées par les manifestants. Tout au long du trajet menant vers la sortie de la ville de Béjaïa pour emprunter la route vers la capitale que les organisateurs comptent rallier dans une semaine, les manifestants, parmi lesquels figurent des dizaines d'enseignantes contractuelles, ont scandé à tue-tête des slogans dénonçant la répression de leur précédente journée de protestation initiée à Alger.

«Quine démocratie, la police tadhrib b'nat l'hara (où est la démocratie lorsque la police tabasse les filles d'hommes libres) ?», «on n'est pas des agitateurs, les enseignants sont éduqués», «Bouteflika chouf chouf, les enseignants sont humiliés», «Ouled Ben Boulaid, l'Algérien n'accepte jamais l'humiliation», «Mouaâlimine mourabiyine el adjyal (les enseignants éducateurs de générations)» «Benghebrît laâbat bina (Benghebrît s'est jouée de nous)», «Intégration ! intégration !», ont été autant de slogans repris en chœur par la procession humaine ouverte par l'une des enseignantes contractuelles qui selon elle, a été violemment agressée par la police à Alger.

«On a organisé un rassemblement devant la Grande-Poste mais la police nous a violemment empêchés. Moi-même, j'ai été agressée



Photo : DR

Les enseignants manifestent avec l'espoir de voir enfin aboutir leur revendication.

par un policier qui m'a assénée des coups avec ses rangers aux genoux, je m'en sors avec une incapacité de travail de 30 jours mais malgré cela, je suis présente ici à Béjaïa pour marcher avec mes collègues à Alger avec la même ferme détermination d'obtenir notre intégration», nous a confié Djellal Fella, enseignante de français en poste depuis plusieurs années dans un lycée en zone rurale de la wilaya de Boumerdès.

La manifestante avec des béquilles qui s'est déplacée sur une chaise roulante ne cachait pas néanmoins son engagement à poursuivre le combat jusqu'à sa satisfaction. La même détermination est affichée par le coordinateur national du comité des enseignants vacataires et contractuel, Bachir Saïdi, exerçant depuis 4 ans comme PES d'EPS dans un lycée à Khellil, dans la daïra de Barbacha. «Les journées de protestation organisées tous les mardis devant les sièges des Directions de l'éducation ont été vaines. Personne n'a voulu nous écouter. A Alger, on s'est fait tabasser par la police. Aujourd'hui, ce que nous réclamons, c'est juste notre intégration dans le secteur de l'éducation sans conditions ni concours après toutes ces années d'expérience dans l'enseignement», a martelé le syndicaliste tout en annonçant une grève de la faim au terme de la marche sur Alger dans le cas où la tutelle persisterait dans son refus d'accéder favorablement à leur doléance.

A une question sur l'organisation de la marche, le coordinateur national du comité

des enseignants vacataires et contractuels a expliqué que des haltes sont programmées dans plusieurs régions se trouvant sur l'axe routier Béjaïa-Alger. La première halte est prévue à El Kseur. Saïdi Hakim, professeur d'EPS depuis six ans au lycée Saharidj de Bouira, abonde dans le même sens.

«Après la dure répression de la dernière manifestation à Alger, on revient avec la même conviction et détermination en espérant nous faire entendre et arracher notre intégration dans le secteur de l'éducation», affirme le manifestant de Bouira.

Même son de cloche chez son collègue de Sétif, enseignant de sciences naturelles dans un CEM de Aïn Arnat depuis 3 ans qui, également, espère enfin voir le bout du tunnel après cette marche nationale. «On n'a aucun droit avec ces contrats de vacataires. On ne réclame qu'une seule chose : un emploi stable comme enseignants titulaires», fait observer amèrement l'enseignant de Sétif.

Le FFS, le MDS de Béjaïa, Khaled Tazaghart du parti El Moustakbal et Mouloud Deboub, président du BR du RCD à Béjaïa, étaient présents pour soutenir les manifestants. «Notre soutien est total aux manifestants. La ministre doit répondre favorablement aux doléances des enseignants vacataires avant que cela ne dégénère.

Organiser une marche sur Alger est révélateur du désespoir mais aussi surtout de la détermination des enseignants vacataires et contractuels à faire aboutir leur revendication légitime après plusieurs années dans le sec-

teur», alerte Mouloud Deboub du RCD. Présent à la manifestation nationale de Béjaïa, Idir Achour du CLA a appelé à mettre fin «à la précarisation de l'emploi dans le secteur de l'éducation notamment dans le corps des enseignants». «On dit que pour tuer une société, il suffit de tuer l'école. Pour tuer l'école, il faut tuer l'enseignant. On n'est pas là en solidarité mais partie prenante pour mettre fin à une situation qui nous concerne tous. On a remarqué que chaque année, l'enseignement fonctionne avec plus de 20 000 vacataires. L'Etat maintient toujours cette situation pour des besoins d'économiser de l'argent.

Il faut souligner que le vacataire gagne un salaire de 50% de celui équivalent d'un enseignant titulaire. Cela sans parler des autres corps et ils sont dans le secteur de l'éducation plus de 50% de vacataires. On est avec l'intégration de tous les vacataires avant l'organisation de tous les concours et éviter ensuite le recrutement des vacataires. Il faut faire un bon calcul pour identifier les besoins réels de l'éducation avant chaque rentrée scolaire pour ensuite organiser un concours», explique Idir Achour, responsable du CLA.

Le nouveau sénateur de Béjaïa, élu sur la liste du FFS, l'ex-président de l'APW de Béjaïa, Mohamed Bettache, était aussi présent pour exprimer sa solidarité avec les protestataires.

«L'enseignant ne peut pas bien exercer son métier sans de bonnes conditions. L'enseignement ne pourra pas bien se porter sans un encadrement approprié. Un encadrement global à tous les niveaux. Il faut mettre tout le monde dans de bonnes conditions car l'enseignement traverse une mauvaise situation bien que la ministre Benghebrît fasse des efforts que nous félicitons. L'Etat et le gouvernement doivent se pencher justement sur le cas de l'emploi qui est très important. Aujourd'hui, on ne peut qu'exprimer notre solidarité avec les enseignants vacataires et contractuels dans leur combat», a déclaré Mohamed Bettache.

Il convient de mentionner que les marcheurs ont observé dans l'après-midi une halte à El Kseur pour se restaurer et se reposer avant de reprendre la longue marche vers Alger.

A. Kersani